

Présentation

Pour les tenants de l'idéologie célébrant, plus de quinze ans après la chute du mur de Berlin, l'ère des grands recommencements et de l'unification globale des marchés, il semble aller de soi que les expériences socio-politiques du siècle dernier qui ne présentent pas d'affinités particulières avec la doctrine des *human rights* ou avec le commerce des brevets devraient être reléguées au cabinet des curiosités. Là, entassés dans le plus grand désordre, les idéologies et régimes du XX^e siècle que le réel a répudié comme voies durables vers l'état actuel des choses semblent représenter autant d'impasses sordides et d'accidents de parcours encombrant la préhistoire mouvementée du nouveau libéralisme inaugurant le XXI^e siècle. Pourtant, si l'on peut convenir que l'implosion du bloc soviétique a marqué l'épuisement du plus tenace des antilibéralismes au XX^e siècle et s'il est vrai que cette implosion a laissé apparaître, paradoxalement, le rôle central qu'a joué le communisme historique dans le devenir-occident du monde, il apparaît pourtant clair que ce qui s'est joué au cours de ce « siècle des extrêmes » excède largement l'issue factuelle sur laquelle a débouché le triomphe du « monde libre ». À ce titre, les humanités en général et l'analyse sociologique en particulier peuvent contribuer à élargir substantiellement le champ d'interprétation des expériences déterminantes du XX^e siècle, quitte à contredire ceux qui ne retiennent de cette période que les augures d'une nouvelle fin de l'histoire, à l'américaine cette fois, où les grandes questions tourneraient désormais autour des moyens à prendre afin d'adapter les sociétés du monde à la démocratie parlementaire, à la comptabilité des corporations et aux chartes des droits de la personne.

Postées à bonne distance des évidences charriées par ce sens commun, et attentives à la profondeur d'analyses versées dans l'art de la compréhension critique du réel, les contributions réunies dans le présent numéro d'*Aspects sociologiques*¹ proposent d'investiguer les replis de ce passé en faisant retour sur des idées et des dynamiques sociales qui ont façonné l'histoire du XX^e siècle, histoire qui est aussi celle du présent. Ces réflexions, en effet, même si elles ne prétendent pas toutes à une telle

¹ Mentionnons que quelques unes des contributions – ainsi que l'idée générale – de ce numéro tirent leur inspiration première d'un séminaire de doctorat dispensé par le professeur Olivier Clain. Nous le remercions ici de sa collaboration.

visée de connaissance, participent de l'intelligence de notre actualité en mettant en lumière certaines « couches » inapparentes de significations passées qui font toute la richesse du sens du monde contemporain, rendant davantage intelligibles les origines, les apories et les virtualités des logiques au sein desquelles la pratique sociale se mène et se représente aujourd'hui.

Prenant, oserions-nous dire, la chose telle qu'elle se donne et se présente à l'examen, les contributions de ce numéro abordent ce siècle à travers l'une de ses dimensions essentielles, dimension qui l'a, à bien des égards, singularisée au regard de l'histoire antérieure, soit les formes - souvent inédites - de domination qui s'y sont déployées. En effet, de quelque manière dont on l'envisage, et quelque soit le jugement que l'on est susceptible de porter sur l'importance relative de tel ou tel événement dans le cours de son histoire, il est frappant de constater à quel point la question de la domination a connu, au XX^e siècle, des réponses aussi extrêmes que « totales ». Réagissant de diverses manières à la profonde instabilité d'une ère s'ouvrant par une suite de crises majeures exprimant l'effritement des références cardinales du monde moderne, les régimes politiques de ce siècle se sont trouvés engagés dans des logiques sociales qui ont côtoyé, à des degrés variables, les avatars de la démesure. Des totalitarismes historiques (où l'autonomie et la légitimité des médiations politiques ont été brutalement assujetties aux impératifs de dynamisme illimité du mouvement totalitaire) au capitalisme corporatif managérial (où la capacité technique de mobilisation des ressources et de rationalisation des comportements s'est déployée selon des échelles de grandeur défiant l'entendement), des deux grandes Guerres mondiales (où l'on mit au service du meurtre de masse tous les progrès récents de la production industrielle) aux multiples révolutions sociales (où une grande partie de l'humanité fut mobilisée afin d'accélérer les projets de toutes les modernisations) : le XX^e siècle apparaît comme une période où « tout a été possible », pour paraphraser Hannah Arendt, à commencer dans le domaine de l'action sur l'action des hommes.

Ainsi a-t-on pu prendre la mesure de l'une des principales ondes de choc produite lors de l'effondrement de la civilisation bourgeoise au tournant du XIX^e siècle, onde dont les sociétés contemporaines ne cessent encore d'accuser les contrecoups : soit la profonde mutation des institutions politiques modernes, où l'action sur la norme de l'action

était, en principe, médiatisée et explicitée par un ensemble d'institutions structurant l'espace du dissensus, du conflit et de la contradiction. On peut alors faire l'hypothèse que c'est dans l'espace libéré par la perte subite de légitimité de ces institutions que les doctrines et les formes de domination antilibérales du XX^e siècle ont pu se déployer. Originant de divers contextes sociaux et traditions politiques, elles se sont révélées être de puissants révélateurs d'une condition politique mise en abîme, dont les aspects les plus problématiques, si l'on suit la thèse de l'historien Eric J. Hobsbawm, n'ont pas été résolus avec la fin de la guerre froide².

Ce numéro s'ouvre sur un premier bloc d'articles cherchant à rendre intelligibles, de diverses manières, les mécanismes internes du phénomène totalitaire au XX^e siècle. C'est ainsi que l'article de Jean-Philippe Gendron propose une discussion sur les rapports ambigus qu'a entretenus, sous le régime national-socialiste, le mouvement totalitaire avec l'appareil d'État, le premier étant dynamisé par une logique foncièrement incompatible avec les exigences de légalité et de légitimité du second. Prenant d'abord appui sur l'examen arendtien des caractéristiques du mouvement totalitaire, Gendron convoque ensuite quelques-unes des idées-force développées par Franz Neumann dans son ouvrage *Béhémoth* afin d'éclairer les modalités par lesquelles les prérogatives politiques de l'État ont été détournées de leurs fins propres par la puissance du mouvement et vers la volonté de son chef. L'article d'Ariane Bélanger-Vincent et de Jean-Michel Landry, quant à lui, propose de revenir sur les événements de 1956 en Hongrie, où un soulèvement populaire spontané a renversé – pour un temps – le régime soviétique en place au nom même des idéaux du communisme. Défendant l'idée selon laquelle cette insurrection constituerait la première révolution anti-totalitaire, les auteurs sollicitent principalement les réflexions d'Arendt sur le totalitarisme en général et la révolution hongroise en particulier pour éclairer la signification de cet événement singulier au regard de l'histoire du XX^e siècle, où les fondements de la domination soviétique ont été objectivés et contestés. La question des rapports entre les transformations des institutions politiques et le totalitarisme chez Arendt est par la suite discutée dans l'article de Dominique Morin, qui trouve dans *Les Origines du totalitarisme* et

² Hobsbawm, Eric J., *L'Âge des extrêmes. Histoire du court vingtième siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999. Voir le compte rendu de l'ouvrage dans ce numéro.

l'Essai sur la révolution les matériaux pertinents pour réexaminer à nouveaux frais cette question. Partant de l'hypothèse selon laquelle Arendt aurait construit un idéaltype générique du totalitarisme, l'article de Morin retrace dans l'évolution de la domination politique moderne les premiers moments de la genèse des totalitarismes. Pour les besoins de l'enquête, Morin s'appuie d'abord sur la théorie wébérienne de la domination, qui lui permettra ensuite de poser le problème de la défaillance de l'autorité traditionnelle dans les institutions modernes, problème sur lequel s'est penchée Arendt dans *l'Essai sur la révolution*. Enfin, complétant cette réflexion sur l'origine et la nature du totalitarisme, l'article de Marie Wright-Laflamme aborde le cas de la Chine communiste sous le règne de Mao Zedong en l'interrogeant à la lumière des analyses arendtiennes. Les travaux de cette dernière sur le totalitarisme étant mis en dialogue avec des contributions plus récentes sur le sujet, l'auteure dégage d'abord une définition générale de cette dynamique pour ensuite évaluer sa capacité à décrire adéquatement le régime de Mao. Rappelant les grandes étapes de constitution et de développement de ce régime révolutionnaire, l'auteure juge que s'il n'est pas interdit de qualifier de totalitaires certaines des dimensions du communisme chinois, il est clair que ce régime appelle une caractérisation théorique davantage fidèle à sa structure et à sa pratique.

Abordant la question des formes de domination d'un autre point de vue, l'article de François L'Italien propose d'examiner ce nouvel espace de contrainte qu'est devenu le système financier globalisé au moyen d'une analyse récapitulant les principaux moments de la genèse concrète de cet espace définitif. Basée essentiellement sur les travaux de Michel Freitag, qui offrent un cadre général de théorisation de l'histoire du capitalisme, cette analyse propose de mettre en perspective la singularité de la sphère financière et des contrôles systémiques qui s'y déploient en donnant un aperçu de la mutation des cadres socio-normatifs ayant régi le développement du capitalisme. Dans un autre ordre d'idée, l'article d'Augustin Simard propose, pour sa part, de revenir sur les concepts de légitimité et de légalité chez Weber, tels qu'ils sont exposés dans son ouvrage *Économie et société*. Souhaitant dissiper certains malentendus au sujet de la manière dont les sciences sociales contemporaines évaluent l'apport wébérien à l'analyse de la légitimité, l'auteur prend grand soin, dans un premier temps, de préciser la nature des rapports établis par Weber entre légitimité et domination. Cet éclairage d'ordre

herméneutique permet de replacer l'articulation entre les formes de domination et les revendications de légitimité au sein d'une visée de connaissance essentiellement comparatiste et typologique. Examinant plus particulièrement le statut de la légitimité légale-rationnelle dans l'œuvre de Weber, l'auteur relate ensuite la polémique qui eut lieu entre deux de ses « héritiers » au sujet de la signification de cet aspect de la sociologie wébérienne de la domination. Enfin, l'article de François Lavoie propose de retracer l'un des fils rouges traversant les œuvres participant de ce que l'on a appelé la théorie critique, soit le concept d'aliénation. Situait chez Marx – et plus particulièrement dans les *Manuscrits de 1844* – le tournant décisif dans la signification de ce concept, Lavoie étudie la place que ce dernier a occupée dans les œuvres de Lukàcs et de Marcuse, ainsi que la manière, chaque fois singulière, que ces auteurs l'ont enrichie et adaptée aux circonstances historiques auxquelles ils étaient confrontés. Cherchant à identifier les figures sous lesquelles s'est présentée la négation de l'homme et analysant les nouveaux développements du capitalisme, ces théoriciens contribuent substantiellement, affirme l'auteur, à la formulation d'une critique de l'aliénation contemporaine.

Pour clore la thématique de ce numéro, *Aspects sociologiques* propose un entretien avec Jacques Mascotto au sujet du stalinisme et du totalitarisme. Grand connaisseur de la révolution russe et des débats l'ayant entourée, Mascotto esquisse ici une théorie originale du stalinisme, qui vient en quelque sorte compléter et illustrer ce qu'il a développé dans sa contribution à l'ouvrage *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*. Appelé à commenter les diverses doctrines et théories liées au phénomène totalitaire au XX^e siècle, Mascotto termine avec une réflexion sur le monde contemporain, qui comporte selon lui de profondes similitudes avec le dynamisme totalitaire. Un entretien dont on ne sort pas indemne.

Enfin, en hommage à Carol Levasseur, professeur au département de sciences politiques de l'Université Laval et décédé en 2003, Leila Azzaria nous rappelle quelques-uns des questionnements essentiels de cet intellectuel qui a marqué des générations d'étudiants de toutes les disciplines. Ce numéro d'*Aspects sociologiques* lui est dédié.

François L'Italien